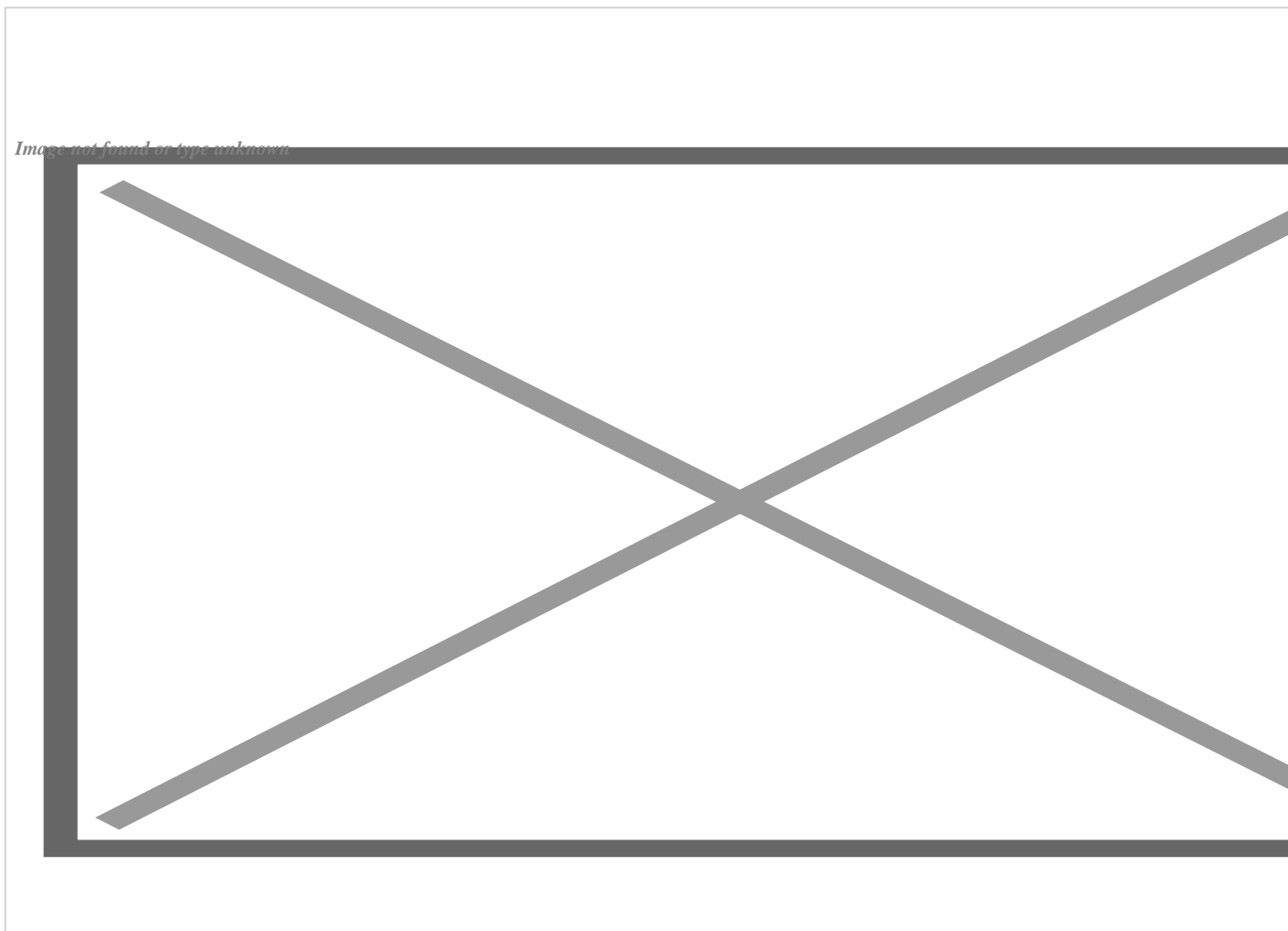


Le monde rejette l'inscription de Cuba sur la liste illégitime des États-Unis



par María Josefina Arce

Les États-Unis se sont arrogés le droit de publier chaque année une liste de pays supposés soutenir le terrorisme, liste totalement manipulée, rejetée dans le monde entier et qui n'est reconnue par aucune autorité internationale.

Washington inclut à volonté les nations qui ne se plient pas à ses exigences et tente de justifier l'application de mesures économiques coercitives, comme c'est le cas de Cuba, qui paradoxalement est victime depuis des décennies d'actions terroristes, organisées et financées par les différents gouvernements américains ou par des individus qui résident dans les États-Unis.

Depuis 1982, Cuba est restée sur cette liste arbitraire, jusqu'en 2015, lorsque le président de l'époque, Barack Obama, a décidé de la retirer. Mais son successeur à la Maison Blanche, le républicain Donald Trump, a décidé à la fin de son mandat de l'inclure à nouveau.

Depuis lors, la demande mondiale d'exclusion de cette relation fallacieuse, qui renforce l'asphyxie économique des États-Unis à l'encontre du peuple cubain, déjà soumis à un blocus inhumain, intensifié par Trump en pleine pandémie de COVID 19, n'a pas cessé.

Chaque jour, de plus en plus de voix s'élèvent pour demander à l'actuel occupant du bureau ovale, le démocrate Joe Biden, de tenir sa promesse électorale d'un changement de politique à l'égard de Cuba et de la retirer de la liste des pays soutenant le terrorisme.

Selon le ministère cubain des Affaires étrangères, près d'une demi-centaine de gouvernements du monde ont jusqu'à présent condamné le maintien du pays caribéen dans cette relation illégitime.

Cette condamnation a été rejointe par des personnalités, mouvements, organisations et institutions internationales, qui ont dénoncé les conséquences de cette décision arbitraire sur la nation et les familles cubaines.

C'est le cas de la Conférence des évêques catholiques des États-Unis qui, ces derniers jours, a envoyé une lettre au secrétaire d'État américain, Anthony Blinken, pour demander au gouvernement de retirer Cuba de la liste et de s'engager sur la voie de la compréhension mutuelle.

Cette mesure coercitive de Washington implique un large éventail de sanctions à l'encontre des personnes et des pays qui établissent des échanges commerciaux avec La Havane.

En conséquence, les banques, les institutions financières, les entreprises et les investisseurs hésitent à établir de relations commerciales avec Cuba, ce qui constitue un obstacle supplémentaire à son progrès économique, qui est également entravé par le blocus économique, commercial et financier imposé par Washington depuis plus de six décennies.

Cuba n'a jamais soutenu le terrorisme ; au contraire, ses actions ont toujours été en faveur de la paix et du bien-être de tous les peuples, une réalité que les États-Unis tentent de déformer à leur convenance et selon leurs intérêts.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/359954-le-monde-rejette-linscription-de-cuba-sur-la-liste-illegitime-des-etats-unis>



Radio Habana Cuba